

Le 19 octobre 2016 le Président russe Vladimir Poutine sera à Paris, sur invitation du gouvernement français et à l'occasion de l'inauguration du Centre Spirituel et Culturel Orthodoxe. Il est prévu qu'il discute avec François Hollande des guerres en Syrie et en Ukraine.

Cependant, le Kremlin emprisonne ses opposants politiques, fournit massivement des armes qui tuent des civils ukrainiens et syriens et envoie des militaires russes faire la guerre en Ukraine et en Syrie : en ce moment même, Alep est bombardée quotidiennement par des bombes au phosphore, des bombes à sous-munitions... larguées depuis les avions russes (et syriens). De plus, la politique et les interventions du Kremlin contraignent, en Syrie et en Ukraine, des millions de personnes à fuir de leur domicile. Dans ces deux pays, Poutine mène la même politique : empêcher un peuple de décider librement de son avenir.

Après 5 ans de soutien militaire de Poutine à Bachar al-Assad, la situation en Syrie n'a fait qu'empirer (plus de 500 000 morts, et l'armée de Bachar, soutenue notamment par Poutine, est responsable de la mort de plus de 95 % des civils tués). En un an d'intervention en Syrie, l'armée de Poutine a tué à elle seule plus de 3 200 civils et bombardé au moins 59 centres médicaux. Et toute intervention étrangère, qu'elle soit ou non avec l'appui de la France, ne permet pas d'en finir avec Daech.

En Crimée annexée, les Tatars de Crimée, la population autochtone de la péninsule, se voient privés de toutes libertés, de même que ceux qui osent défier la ligne officielle du Kremlin. Et si le gouvernement français n'a pas reconnu les « élections législatives » russes organisées en Crimée ce 18 septembre, il reste muet depuis plusieurs mois sur l'annexion de la Crimée. Dans le Donbass, l'intervention russe a déjà fait presque 10 000 morts, parmi lesquels les passagers du vol MH17 et un énième cessez-le-feu ne pourra pas être définitif tant que la frontière russo-ukrainienne reste sous contrôle russe exclusif.

Aujourd'hui on entend parler de tractations entre le gouvernement français et le gouvernement russe qui feraient intervenir des arrangements économiques (accords ou levées de sanctions) avec des arrangements politico-militaires en Syrie et en Ukraine. Ceci est inacceptable. Si le gouvernement français défendait vraiment les libertés démocratiques il faudrait qu'il commence par exiger la fin inconditionnelle de tous les massacres et des meurtres, la libération des prisonniers politiques (en Syrie -plus de 215 000, mais aussi en Russie -plus de 200), et la fin des agressions militaires.

L'armée russe en Syrie et en Ukraine joue le rôle d'armée d'occupation. Elle doit s'en retirer.

Nous n'acceptons aucune collaboration avec les dictateurs !

Ni Poutine ! Ni Bachar !

Ils sont la cause et non pas la solution des problèmes.

Rassemblement le 19 Octobre 2016 à 18h

à côté de l'Assemblée Nationale

à l'angle de la rue de l'Université et de la rue Constantine

stations : Invalides (M 13, M 8 et RER C) et Assemblée Nationale (M 12)

à l'initiative de militants syriens, ukrainiens, russes et français

initiative soutenue par : Alternative Libertaire, Assemblée européenne des citoyens (AEC), CEDETIM, Collectif des Amis d'Alep, La Déclaration de Damas pour un changement démocratique, Ensemble ! , L'insurgé, Nasskoune, Souria Houria, Ukraine Action, Union syndicale Solidaires...

Principales sources des chiffres : ONU et SNHR